

Non corrigé  
Uncorrected

Traduction  
Translation

CR 2012/34 (traduction)

CR 2012/34 (translation)

Mardi 11 décembre 2012 à 15 heures

Tuesday 11 December 2012 at 3 p.m.

12

Le PRESIDENT : Veuillez vous asseoir. L'audience est ouverte. Je vois, Monsieur Bundy, que vous êtes prêt à continuer. Veuillez continuer.

M. BUNDY : Merci beaucoup, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs de la Cour.

## **2. L'importance du point terminal de la frontière terrestre, le point Concordia**

26. Monsieur le président, je vais maintenant passer à la seconde partie de mon exposé afin d'expliquer pourquoi le point terminal de la frontière terrestre entre le Pérou et le Chili est important. Comme nous l'avons montré, la frontière terrestre aboutit à la mer au point Concordia, non à la borne frontière n° 1, ni à un point situé au nord, en territoire péruvien. Le point Concordia doit donc être le point de départ de la frontière maritime.

### **Points d'accord et questions de compétence**

27. Permettez-moi de commencer par énumérer un certain nombre de points sur lesquels les Parties sont d'accord, à la lumière du premier tour de plaidoirie et des pièces de procédure.

— *Premièrement*, le Chili reconnaît que le traité de Lima de 1929 — «a établi de façon définitive la frontière terrestre entre le Chili et le Pérou» (CR 2012/31, p. 39, par. 24 (Paulsson)). Le Pérou est d'accord.

— *Deuxièmement*, le Chili admet également que, en 1930, les Parties ont établi les procédures techniques à employer pour déterminer le tracé précis de la frontière terrestre (*ibid.*, par. 25 (Paulsson)). Là encore, le Pérou est d'accord.

— *Troisièmement*, les deux Parties conviennent que le traité relatif à la frontière terrestre n'a jamais été modifié.

— *Quatrièmement*, les deux Parties conviennent donc que l'intersection de la frontière terrestre avec la laisse de basse mer est une question qui a été pleinement réglée (*ibid.*, p. 39-40, par. 26 (Paulsson)). De ce fait, il n'y a pas de différend au sujet de la délimitation de la frontière terrestre, bien que force me soit de noter que telle n'était pas la position du Chili, lorsqu'il

affirmait à tort, dans son contre-mémoire, que le point terminal de la frontière terrestre était la borne frontière n° 1 et non le point Concordia. Nous montrons maintenant dans notre réplique qu'il n'en est pas ainsi et le Chili a eu la sagesse de ne pas reprendre son argument.

13 28. Il en découle aussi qu'il n'est pas demandé à la Cour de trancher un différend concernant la frontière terrestre. La frontière terrestre aboutit à la côte au point Concordia. C'est ce que dit l'article 2 du traité de 1929. C'est aussi ce qu'ont montré les cartes du Chili, ce point y est même appelé «Concordia», au moins jusqu'à ce que le Chili décide d'effacer ce dernier segment de la frontière terrestre dans les années 1990 pour montrer la frontière maritime suivant le parallèle de latitude qu'il revendique.

29. Dans ses conclusions, le Pérou ne prie pas la Cour de trancher un différend relatif à la frontière terrestre. Dans sa première conclusion, il la prie de dire et juger — si je puis citer cette conclusion :

«que la ligne délimitant les espaces maritimes entre les Parties commence au «point Concordia» (défini comme l'intersection avec la laisse de bas de mer d'un arc-de-cercle de 10 kilomètres de rayon ayant pour centre le premier pont du chemin de fer Arica-La Paz enjambant la rivière Lluta), est équidistante des lignes de base des Parties et s'étend jusqu'à un point situé à 200 milles marins de ces lignes de base».

Cette demande, on le voit, ne soulève aucun problème de compétence.

### **Les «deux issues possibles» mentionnées par le Chili sont mal conçues**

30. Vendredi, M. Paulsson a déclaré qu'il y avait deux issues possibles quant au tracé du segment de la frontière terrestre proche de la mer : à partir de la borne n° 1, A) soit cette frontière terrestre se poursuit directement vers l'ouest en ligne droite jusqu'à la mer ; B) soit elle s'infléchit vers le sud-ouest sur une courte distance. Telles sont les deux hypothèses — une ligne qui, à partir de la borne n° 1, va directement jusqu'à la mer ou s'infléchit en direction de la mer.

31. Mon distingué contradicteur a fait valoir que dans le cadre de sa première hypothèse — la frontière terrestre continue vers l'ouest à partir de la borne n° 1 — que dans cette hypothèse le Pérou lui-même ne peut soutenir qu'il y a la moindre difficulté juridique ou pratique (CR 2012/31, p. 32, par. 10 (Paulsson)). Monsieur le président, le Pérou n'est pas de cet avis. Il y a assurément une difficulté, et une difficulté majeure, parce que l'hypothèse en question n'est étayée ni en fait ni en droit.

32. Nous l'avons montré très clairement — j'en ai fait la démonstration lors du premier tour de plaidoiries — et c'est une démonstration que M. Paulsson omet de mentionner. Permettez-moi de rappeler les faits essentiels :

- 14**
- i) l'article 2 du traité de Lima stipule que la frontière terrestre entre les Parties commence à un point situé sur la côte qui s'appellera «Concordia». Le point Concordia ne se trouve pas à l'ouest de la borne n° 1. Il se trouve sur la côte, au sud-ouest ;
  - ii) la proposition du représentant du Chili à la commission mixte en 1930 tendant à ce que le dernier secteur de la frontière terrestre suive un parallèle vers l'ouest a été purement et simplement rejetée par les ministres des relations extérieures des deux Parties ;
  - iii) ces ministres ont donné à leurs représentants à la commission mixte des instructions identiques, à savoir que la frontière devait suivre un arc jusqu'au rivage ;
  - iv) les représentants des Parties à la commission mixte ont scrupuleusement suivi ces instructions. Et, comme je l'ai montré la semaine dernière, le représentant du Chili a signé un croquis — qui figure sous l'onglet n° 114 et s'affiche sur votre écran — sur lequel la frontière suit l'arc situé au sud-ouest de la borne n° 1 et, passé cette borne, se poursuit jusqu'à la côte ; il y a d'ailleurs un repère intermédiaire entre cette borne et la côte ; et
  - v) les cartes du Chili représentaient la même frontière terrestre jusqu'à ce qu'elles aient été unilatéralement modifiées en 1998, par une pression sur le bouton «effacer» de M. Crawford. La Partie adverse ne nous a toujours pas expliqué cette tentative assez maladroite de modifier la frontière terrestre, pas plus qu'elle n'a expliqué la raison pour laquelle le Chili a dans le même temps découvert un bouton «insérer» qui lui a permis d'ajouter une frontière maritime suivant le parallèle de latitude qu'il revendique maintenant alors qu'il n'y en a jamais eu. Ces deux mesures intéressées visent à étayer la nouvelle prétention du Chili en ce qui concerne le parallèle passant par la borne n° 1.

33. Ainsi, la première hypothèse de M. Paulsson, avec tout le respect dû à celui-ci, doit être écartée. La frontière terrestre suivait un arc-de-cercle jusqu'au point Concordia, et le point Concordia était sur la côte. La frontière ne commençait pas ni ne se terminait à la borne n° 1, elle ne continuait pas à partir de cette borne en direction de l'ouest. Le Conseil du Chili n'a tout simplement produit aucune preuve quelle qu'elle soit à l'appui de sa première hypothèse.

34. Ceci m'amène à sa seconde hypothèse — la bonne — à savoir que la frontière terrestre s'infléchit vers le sud-ouest après la borne n° 1, le long d'un arc-de-cercle jusqu'au point Concordia sur la côte. Là, M. Paulsson déclare qu'il y a un problème (CR 2012/31, p. 32, par. 10). C'est peut-être vrai, mais si ça l'est, c'est un problème pour le Chili, pas pour le Pérou.

15

35. Le Chili fait valoir que le point IV de la déclaration de Santiago a établi en 1952 une frontière maritime suivant — et je cite la fin du point IV que le Chili aime à citer — «le parallèle passant par le point où aboutit en mer la frontière terrestre des Etats en cause». Même si l'on accepte *quod non* cette interprétation, dont mes collègues ont montré qu'elle est indéfendable au vu des termes mêmes du point IV, la frontière revendiquée par le Chili ne suit pas le parallèle passant par le point de la côte où aboutit la frontière terrestre ; elle suit le parallèle de latitude passant par la borne n° 1, plus au nord.

36. Ni la déclaration de Santiago, ni l'accord de 1954 ne mentionnent la borne n° 1 ni un parallèle passant par celle-ci. En fait, c'est en relation avec les arrangements relatifs aux phares de 1968-1969, que sir Michael a examinés ce matin, que la borne n° 1 paraît pour la première fois en relation avec des questions maritimes. Les arrangements de 1968-1969 sont intervenus seize ans après la signature de la déclaration de Santiago. La question suivante se pose donc : dans le cadre de la thèse du Chili selon laquelle la frontière maritime était pleinement délimitée à compter de 1952, où était cette frontière maritime durant ces seize ans ? Où était-elle ? Elle ne pouvait pas suivre le parallèle passant par la borne n° 1, puisque cette borne n° 1 n'est pas le point de la côte où aboutit la frontière terrestre du Pérou et du Chili. Elle ne suivait pas un autre parallèle, ce que le Chili n'a jamais suggéré ni fait valoir. Et elle ne figurait, comme je le dis, sur aucune carte chilienne ni n'était mentionnée dans la législation chilienne. Le fait est qu'il n'y avait aucune frontière maritime.

37. Comme je l'ai rappelé, les Parties conviennent qu'elles n'ont jamais modifié le traité de Lima de 1929 établissant leur frontière terrestre. Donc, depuis 83 ans, le point terminal de la frontière terrestre est le point Concordia. Le Chili admet que même en 1968 et 1969 le mandat des délégations qui ont établi les phares ne comprenait pas la révision de l'accord de 1929 relatif à la

frontière terrestre<sup>1</sup>. De plus, les Parties n'ont jamais, à l'époque, suggéré que les phares étaient construits en vertu ou en application de la déclaration de Santiago. Et les phares ne signalaient pas une frontière maritime qui suivait le parallèle passant par le point où la frontière terrestre aboutit effectivement à la mer. Ils ne créaient pas non plus une frontière *de novo*. Ceci montre simplement que les phares, qui de toute façon n'étaient visibles qu'à partir d'une distance d'un peu plus de 12 milles de la côte, visaient à régler un problème concret — à savoir éviter les incidents entre les petits bateaux de pêche comme ceux qui s'étaient produits au début des années 1960 — et non à créer ou à confirmer une frontière maritime à vocation générale.

16

38. La frontière maritime suivant le parallèle de latitude passant par la borne n° 1 revendiquée par le Chili n'est pas conciliable avec le traité de 1929 et la déclaration de Santiago de 1952. Non seulement l'interprétation chilienne du point IV de la déclaration va à l'encontre du sens manifeste et ordinaire de cette disposition, mais le Chili voudrait maintenant que la Cour interprète ce point IV comme s'il prévoyait que des frontières maritimes à vocation générale étaient délimitées entre les signataires par un parallèle pouvant se situer à tout point à l'intérieur du territoire de l'une de ces Parties, point qui serait déterminé ultérieurement.

39. Il ne peut en être ainsi — et il n'en est pas ainsi. Jamais le Pérou n'a convenu d'une frontière maritime avec le Chili, *a fortiori* d'une frontière commençant à un point situé à l'intérieur de son propre territoire tel que délimité par le traité de 1929.

40. M. Paulsson a essayé de démontrer le contraire en faisant valoir que la pratique des Etats et les décisions des tribunaux internationaux confirmaient qu'il n'est pas obligatoire que des frontières terrestres et maritimes se rencontrent en un point de la laisse de basse mer elle-même (CR 2012/31, p. 33, par. 11 (Paulsson)). Mais les exemples tirés de la pratique des Etats et des sentences arbitrales cités par M. Paulsson n'aident pas le Chili car aucun d'eux n'est analogue de près ou de loin à la situation existant entre celui-ci et le Pérou.

41. En l'affaire *Guyana/Suriname*, par exemple, les Parties n'avaient jamais arrêté le point où leur frontière terrestre aboutit à la mer, alors que dans la présente espèce les Parties conviennent que le traité de 1929 dispose que la frontière terrestre aboutit à la mer au point Concordia. Dans

---

<sup>1</sup> DC, par. 2.161.

l'affaire *Guyana/Suriname*, le segment de la frontière le plus proche de la mer suivait la rive d'un cours d'eau. De plus, c'est un point situé en mer, appelé «point 61», qui fut utilisé comme principal point de référence pour la frontière maritime. Il n'y a pas de point équivalent au «point 61» dans la présente affaire. Et dans l'affaire *Guyana/Suriname*, la frontière maritime ne commençait pas en un point situé exclusivement à l'intérieur du territoire d'une des Parties, ce que le Chili voudrait que la Cour décide en l'espèce.

17 42. Il en va pratiquement de même des accords Brésil-Uruguay, Panama-Colombie, Italie-Slovénie et Israël-Jordanie, cités par mon collègue. Aucun de ces accords ne délimite une frontière maritime commençant sur le territoire de l'une des Parties. En fait, si l'on prend les exemples Brésil-Uruguay, Panama-Colombie, Italie-Slovénie et Israël-Jordanie, la frontière maritime commence au point terminal de la frontière terrestre. Dans d'autres exemples de la pratique des Etats cités par mon distingué contradicteur, par exemple les accords entre la Namibie et l'Angola et, une nouvelle fois, entre le Brésil et l'Uruguay, le point terminal de la frontière terrestre se situait dans l'embouchure d'un cours d'eau. Il était donc nécessaire d'identifier un point de référence pour le commencement de la frontière étant donné l'instabilité de la géographie dans l'embouchure en question. En bref, ces exemples concernent des frontières maritimes qui ne commençaient pas sur le territoire de l'une des Parties. Elles commençaient soit en un point convenu comme étant le point terminal de la frontière terrestre, soit en un point spécifiquement défini où l'embouchure d'un cours d'eau atteignait la mer.

#### **Le point Concordia et le point 266 sur les lignes de base du Pérou**

43. Si le Chili ne peut sérieusement contester que le point terminal de la frontière terrestre prévu dans le traité de 1929 est effectivement le point Concordia, il tente pourtant de semer la confusion en faisant valoir que les coordonnées de ce point —le point Concordia— qui correspondent à celui du point 266 dans la loi péruvienne sur les lignes de base— ont été promulguées unilatéralement par le Pérou et que ce point se situe non sur la côte mais en mer, à quelques 180 mètres du rivage (CR 2012/31, p. 38, par. 22 (Paulsson)).

44. S'il m'est permis de reprendre une expression utilisée par mon collègue, cet argument n'est qu'une diversion. Certes, le Pérou a indiqué les coordonnées du point 266 et celles du point Concordia dans sa loi sur ses lignes de base. Mais il a aussi invité le Pérou à se joindre à lui pour les vérifier, ce que le Pérou et l'Equateur ont fait bilatéralement sans aucun problème en 2009 en ce qui concerne le point terminal de leur frontière terrestre<sup>2</sup>. Mais le Chili a refusé, à n'en pas douter parce qu'il s'est rendu compte que l'incompatibilité entre l'emplacement du point Concordia et la frontière suivant le parallèle de latitude passant par la borne n° 1 qu'il revendiquait ne manquerait pas d'apparaître à cette occasion. Dans ces circonstances, alors que c'est le Chili qui a refusé de se joindre au Pérou pour vérifier ces coordonnées, il nous est quelque peu difficile d'accepter les critiques du Chili alors que c'est lui qui persiste à laisser la Cour et le Pérou dans l'ignorance quant à ce qu'il considère comme l'emplacement du point Concordia.

45. Vendredi, le conseil du Chili a fait valoir que le tracé des coordonnées du point 66 sur une image satellite Google n'était pas fiable, et que si on le faisait sur une carte péruvienne, on voyait que le Pérou plaçait le point Concordia en mer (CR 2012/31, p. 38, par. 22 (Paulsson)).

18 46. Cet argument n'est pas recevable. Les coordonnées des points de base du Pérou, notamment du point 266, sont définies dans une loi péruvienne de 2005 jointe au mémoire du Pérou en tant qu'annexe 23. L'article 2 de cette loi indique que ces coordonnées, dont celles du point 266, figurent sur six cartes annexées à la loi. Les cartes en question sont actuelles et exactes, à la différence de la carte produite par M. Paulsson, une carte utilisant des données géographiques côtières obsolètes.

[Placez la démonstration à l'écran.]

47. Lorsque l'on place le point 266 sur une carte péruvienne actuelle, comme la carte n° 320 de la série 300 qui, comme il a été expressément indiqué sur les cartes telles que publiées par le Pérou que nous avons produites à titre d'exemples tout au long de nos plaidoiries, est la carte utilisée pour décrire la géographie côtière du Pérou, on voit que le point 266 se situe exactement sur la laisse de basse mer. [Onglet n° 115 de votre dossier.]

---

<sup>2</sup> DC, vol. III, annexe 109.



48. Mais, quoiqu'il en soit, toute l'argumentation du Chili sur ce point constitue une diversion dénuée de pertinence. Le Chili aurait facilement pu régler la question en acceptant l'invitation du Pérou et en vérifiant avec lui les coordonnées du point Concordia, mais la Cour n'a pas besoin de la trancher. Comme je l'ai dit, le Pérou demande simplement à la Cour de dire et juger que la frontière maritime entre les Parties commence au point Concordia tel que défini dans les instruments juridiques de 1929-1930.

### **La publication de 1999 de la Commission des affaires étrangères du Parlement péruvien**

49. Le dernier point qu'il me faut aborder au sujet de la frontière terrestre concerne un argument avancé par l'agent du Chili jeudi dernier et repris par M. Petrochilos vendredi (CR 2012/30, p. 13, par. 1.6 (van Klaveren Stork); voir aussi CR 2012/31, p. 67, par. 97 (Petrochilos)).

50. Dans sa déclaration liminaire, l'agent du Chili a rappelé que le Pérou et l'Equateur avaient conclu un accord relatif à leur frontière terrestre en 1998 et qu'en 1999, le Chili et le Pérou avaient signé un mémorandum de mise en œuvre accordant au Pérou des facilités portuaires à Arica, qui donnait finalement effet aux obligations que l'article 5 du traité de Lima de 1929 mettait à la charge du Chili. L'agent du Chili a ensuite évoqué une publication de 1999 de la Commission des affaires étrangères du Parlement péruvien et du ministre péruvien des affaires étrangères aux termes de laquelle «la signature de ces instruments «met[tait] fin à tout différend qui [pouvait] subsister» avec les voisins du Pérou» (CR 2012/30, p. 13, par. 1.6 (van Klaveren Stork)). L'impression que nos collègues ont cherché à créer est que ces déclarations reconnaissaient d'une manière ou d'une autre qu'il n'y avait pas de différend quant à la frontière maritime avec le Chili à l'époque.

[Projection : annexe 183 du CMC.]

**19**

51. Avec tout le respect qui lui est dû, Monsieur le président, cet argument est totalement infondé. Le passage pertinent de la publication de la Commission des affaires étrangères s'affiche maintenant sur votre écran<sup>3</sup> et figure sous l'onglet n° 116. Il est parfaitement clair que les deux événements qu'il vise — la signature de l'accord relatif à la frontière terrestre, avec l'Equateur,

---

<sup>3</sup> CMC, annexe 183.

en 1998, et la signature du mémorandum de mise en œuvre du traité de Lima de 1929 et de son protocole additionnel, un autre traité relatif à une frontière terrestre, en 1999 — ces événements concernaient tout deux les frontières *terrestres* du Pérou avec ses voisins. L'indication qu'ils mettaient fin à des conflits éventuels n'avait rien à voir avec les frontières maritimes. Elle concernait deux conflits relatifs aux frontières terrestres qui avaient existé entre le Pérou et ses voisins mais qui avaient finalement été résolus. Quant à la frontière maritime, le Pérou avait déjà déclaré officiellement, bien avant 1999, qu'elle devait être délimitée avec le Chili : et, comme je l'ai dit avant le déjeuner, la frontière maritime entre l'Equateur et le Pérou a été établie en 2011 et jamais auparavant.

52. J'ajouterai en passant qu'il a fallu au Chili *70 ans* pour exécuter les obligations que le traité de Lima et son protocole mettaient à sa charge en ce qui concerne les droits du Pérou dans le port d'Arica. Ce n'est qu'en 1999 que le Chili a finalement signé l'acte de mise en œuvre prévu par le traité de 1929.

### 3. CONCLUSIONS

53. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs de la Cour, les deux sujets dont j'ai parlé lors de ma plaidoirie, ce matin comme cet après-midi, ont d'importantes implications pour la présente affaire.

54. L'accord entre le Pérou et l'Equateur a délimité la frontière maritime entre ces deux Etats pour la première fois. Quelles qu'aient été les positions des Parties auparavant, l'accord de 2011 ne constituait pas la confirmation d'une frontière déjà établie. Ceci ressort clairement des termes de l'accord et de la déclaration des présidents des deux Etats que je vous ai montrée tout à l'heure. Cette déclaration, vous vous en souviendrez, indiquait que c'était l'accord de 2011 qui établissait la frontière maritime, compte tenu des circonstances spéciales qui existaient au voisinage de la frontière terrestre.

55. Ainsi, même dans une situation où les principes relatifs aux îles énoncées au point IV de la déclaration de Santiago s'appliquaient en raison de la présence d'îles équatoriennes près de la

20

frontière terrestre, il a fallu délimiter la frontière maritime entre le Pérou et l'Equateur au moyen d'un accord distinct. C'est ce qui a été fait en 2011 ; et étant donné que la même circonstance — la présence d'îles — n'existe pas entre le Pérou et le Chili, leur frontière maritime reste *a fortiori* encore à délimiter. C'est ce que le Pérou demande à la Cour de faire.

56. Il n'est pas contestable que la frontière terrestre entre le Pérou et le Chili aboutit à la mer au point Concordia en vertu du traité de 1929. C'est pour cette raison que le Pérou prie la Cour de délimiter la frontière maritime à partir de ce point Concordia. Le Chili pour sa part n'a pas contesté le principe selon lequel, s'il incombe à la Cour de délimiter la frontière maritime entre les deux Etats, la délimitation doit commencer à partir du point Concordia.

57. Nous savons maintenant, bien entendu, que le Chili soutient que la frontière maritime a déjà été délimitée par la déclaration de Santiago et que cette frontière suit le parallèle de latitude passant par la borne n° 1. Mais mises part les carences de cette position exposées par mes collègues, j'ai montré que la thèse du Chili n'est conciliable ni avec le traité de 1929 ni avec la manière dont le Chili lui-même interprète le point IV de la déclaration de Santiago, parce que la ligne frontière revendiquée par le Chili ne commence pas au point de la côte où la frontière terrestre aboutit à la mer.

58. C'est pourquoi le Pérou maintient pleinement sa conclusion selon laquelle la frontière maritime entre les Parties doit commencer au point Concordia.

59. Monsieur le président, ici se termine ma plaidoirie. Je sais gré à la Cour de son attention et lui demande de donner à présent la parole à M. Pellet. Je vous remercie.

Le PRESIDENT : Je vous remercie Monsieur Bundy de votre intervention. I give the floor to Professor Pellet. You have the floor, Sir.

Mr. PELLET: Thank you very much, Mr. President.

#### **THE "OUTER TRIANGLE" AND CONCLUDING REMARKS**

1. Mr. President, Members of the Court, in my presentation this afternoon I shall be addressing two issues. Firstly, I shall return to Chile's outrageous pretension to deprive Peru of its inherent rights over a considerable part of the maritime area lying out to a distance of less than

21 200 nautical miles from the Peruvian coast (and over which Chile, for its part, has no claim of any kind) — that is to say over what we term, for short, the “outer triangle”. Secondly, I shall make some concluding remarks which will then be continued by the Agent of Peru.

### I. The outer triangle

2. Mr. President, Chile has devoted little time to justifying its singular position calling on the Court to deprive Peru of its sovereign rights and jurisdiction over the outer triangle on the basis of rights . . . which it acknowledges that it does not have<sup>4</sup>. Mr. Colson barely devoted half a pleading to it<sup>5</sup>; I shall endeavour to reply principally to what he said.

3. My opponent began with a robust assertion: “First, to be clear: the *alta mar* is an area of high seas. It has always been so. It is high seas today. It will be high seas in the future”<sup>6</sup>. He continued in the same vein of wishful thinking which has characterized Chile’s oral argument — most particularly as far as the outer triangle is concerned, as evidenced by the very name by which it chooses to refer to that area: *alta mar*<sup>7</sup>. And yet, it would appear that our Chilean friends are not really sure of themselves: they plead in English or in French, but they deem it necessary to have recourse to the beautiful language of Pablo Neruda or Mario Vargas Llosa to refer to that portion of what they claim to be the high seas. It would appear that they are not quite certain about this and that they are drawing a distinction between the high seas on the one hand and the *alta mar* on the other (otherwise, why would they use the Spanish term?). And they are right! The outer triangle is not the high seas; it is an area over which Peru, to the exclusion of all other States, possesses *ipso facto* and *ipso jure* the sovereign rights and jurisdiction which the contemporary international law of the sea accords it, as enshrined in Articles 56 and 76 of the Montego Bay Convention.

4. Having baptized this part of Peru’s 200-nautical-mile zone *alta mar*, Mr. Colson acknowledges that “[s]urely a coastal State may claim a 200-nautical-mile zone . . . most coastal States have done so”, but he immediately adds: “but such claims are subject to boundary

---

<sup>4</sup>RC, p. 251, para. 7.5. See also CR 2012/32, p. 37, para. 6.2 (Colson).

<sup>5</sup>CR 2012/32, pp. 37-44 (Colson).

<sup>6</sup>CR 2012/32, p. 37, para. 6.2 (Colson).

<sup>7</sup>See CR 2012/29, p. 44, para. 1 (Pellet).

22 agreements”<sup>8</sup>. This is a most singular idea: States’ claims over their continental shelf and their exclusive economic zone are only subject to boundary agreements if there is indeed a boundary — which implies that the maritime zones of two or more States overlap<sup>9</sup>.

5. My distinguished opponent goes to great lengths to demonstrate that there are quite a number of examples around the world of situations which are comparable to the one that he claims to exist in our case. Of course that is true — and we have never said or written anything to the contrary<sup>10</sup>: when two States conclude a boundary delimitation agreement, and consider that in order to achieve an equitable solution it is necessary for one of them to renounce its sovereign rights over part (usually a limited part) of its 200-nautical-mile zone, such a renunciation is entirely valid. [Slide 1: The *alta mar* situations in South America]

6. This is what has happened in the “*alta mar* situations in South America”, as illustrated by the sketch-map [or maps] at tab 108 in the judges’ folder which was prepared by Chile for Friday afternoon’s sitting. That sketch-map is now being shown again; it can be found with one minor correction and several additions at tab 117 in the judges’ folder. I should nonetheless like to make a few remarks about that sketch-map or maps:

- firstly, and this is the correction, it is necessary to disregard the alleged outer triangle which is said to have been established by the pre-1971 maritime boundary between Ecuador and Peru: at that time there was no agreed maritime boundary between those two States;
- all of the “outer triangles” – and these are the additions which we have made to Chile’s sketch-map – have an infinitely more modest surface area than ours; moreover, in this regard the sketch-maps prepared by Chile are misleading since, contrary to appearances, the enlargements shown in the insets are drawn to a wide variety of scales;
- above all, in all of these cases it has been a question of compensating for concessions made by the State to the detriment of which the outer triangle has been designed.

[Show the Argentina-Chile enlargement]

---

<sup>8</sup>CR 2012/32, p. 38, para. 6.4 (Colson).

<sup>9</sup>CR 2012/29, p. 52, para. 20 and pp. 60-61, paras. 40-41 (Pellet).

<sup>10</sup>See RP, pp. 312-313, paras. 6.32-6.34; CR 2012/29, p. 60, para. 39 (Pellet).

23

7. To give just one example – which has already been discussed at length by the Parties to the present proceedings<sup>11</sup> – Chile was induced to renounce its title to part of its 200-nautical-mile zone in the treaty which it concluded with Argentina on 29 November 1984, which provided for the mediation of the Holy See after the arbitration in the *Beagle Channel* case had been called into question. This is clearly a compromise solution, which was expressly agreed by Chile in exchange for a broadly acceptable result; this kind of *quid pro quo* has never featured in the relations between Chile and Peru. All the other cases only concern very small areas of a few dozen, or at the most a few hundred, square kilometres: indeed most are not directly discernible, except in the insets, on the illustrative sketch-map produced by Chile. The only exceptions are Chile's outer triangle to the south of the Strait of Magellan, which I have just mentioned, and our own of course, which is very clearly visible and takes the form of the area which is being indicated with an arrow on the screen at the moment [arrow]. Furthermore, it is clear that in all these cases — *apart from our own* — these are negotiated settlements which have been accepted by the parties making what are, as a rule, minor sacrifices of sovereign rights for reasons of convenience.

[End of slide 1. Slide 2: The inequity of Chile's line (animation)]

8. In all these cases, the neutralization of one State's rights over a (generally small) part of its 200-nautical-mile zone has been intended to contribute to the achievement of an equitable solution, to which the Parties have knowingly agreed. This is undoubtedly far from true in the present case, Mr. President! [Show the enlargement of the outer triangle] Far from contributing to the achievement of such a solution, Chile's pretension to deprive Peru of its rights over the outer triangle very significantly aggravates the already considerable inequity which would result from fixing a maritime boundary on parallel 18° 21' S.

24

9. I know . . . , the requirement for an equitable solution is not an imperative norm of general international law<sup>12</sup>. So be it! Moreover, as Professor Treves recalled this morning, we are not saying that the flagrant inequity of the line advocated by Chile should necessarily nullify the treaty

---

<sup>11</sup>CMC, pp. 104-105, paras. 2.124-2.125; RP, pp. 312-313, paras. 6.32-6.34 and RC, pp. 275-276, paras. 7.53-7.54. See also CR 2012/28, pp. 54-55, para. 2 and pp. 62-64, paras. 32-37 (Bundy) and CR 2012/32, pp. 39-40, para. 6.11 (Colson).

<sup>12</sup>See, however, *North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark; Federal Republic of Germany/Netherlands)*, Judgment, I.C.J. Reports 1969, dissenting opinion of Judge Tanaka, pp. 187-191.

or treaties on the basis of which it claims that that line is to be established<sup>13</sup> — even though one might wonder about the impact of such an anomaly on the “public order of the seas”<sup>14</sup>. Be that as it may, we note that this requirement for an equitable solution is undoubtedly “the fundamental norm” of the law governing maritime delimitation<sup>15</sup>. And we maintain that it cannot easily be presumed that a State should have consented to a solution which is as indisputably, as plainly and as grossly inequitable as the one which Chile claims was adopted, blindly, in 1952. Generally speaking, States tend to seek to maximize their maritime dominion and, as I said last Tuesday, Peru is not particularly given to masochistic practices.

10. Bearing this fundamental point in mind, it is necessary to consider whether Peru, a sovereign and responsible State, could really have renounced its rights over the outer triangle in the Santiago Declaration, as Chile asserts in all seriousness. This is so preposterous, Mr. President, that I shall confine myself to a grudging reply in almost telegraphic style:

— first, the Santiago Declaration has nothing whatsoever to do with the lateral delimitation of the zones of 200 nautical miles (or more) over which the three signatories were proclaiming their “exclusive sovereignty and jurisdiction”;

— second, the Parties’ subsequent arrangements and practices, of which Chile moreover makes so much, are completely unconnected to the outer triangle (and I do not think that there is any point in my returning to the fact that the sea search and rescue areas and Flight Information Regions (FIRs) defined for air navigation purposes have no impact on maritime delimitation); furthermore, these practices would in any case be totally incapable of defeating Peru’s firmly established title to the maritime area which it is denied by Chile;

25 — third, the 1952 Declaration accords each of the signatory States “exclusive sovereignty and jurisdiction over the sea along the coasts of their respective countries to a minimum distance of

---

<sup>13</sup>CR 2012/32, p. 59, para. 2.1 and pp. 60-61, paras. 2.4-2.8 (Crawford).

<sup>14</sup>*Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, Judgment of 19 November 2012, paras. 230 and 244.

<sup>15</sup>See, in particular, *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)*, Judgment, *I.C.J. Reports 1982*, p. 75, para. 103; *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*, Judgment, *I.C.J. Reports 1984*, p. 300, para. 113; *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)*, Judgment, *I.C.J. Reports 1985*, p. 47, para. 62 and the separate opinion of Judges Ruda, Bedjaoui and Jiménez de Aréchaga, *ibid.*, p. 89-90, para. 37; or *Delimitation of Maritime Areas between Canada and the French Republic (St. Pierre and Miquelon)*, Arbitral Award of 10 June 1992, UN, *RIAA*, Vol. XXI, pp. 282-283, para. 38 [in French only; in English in *ILR*, vol. 95, p. 663, para. 38].

200 nautical miles from these coasts” — “to a minimum distance of 200 nautical miles”; it is of this “minimum” that Chile seeks to deprive Peru;

- fourth, a minimum which is nevertheless guaranteed by the contemporary international law of the sea, even if States may knowingly renounce it in order to achieve an equitable delimitation, is hard to see;
- fifth, how the Santiago Declaration could have deprived Peru of it in advance — given that the Declaration was signed well before that entitlement was enshrined in positive law (and this, in a way, brings us back to the question put by Judge Bennouna).

[End of slide 2]

11. The examples of “outer triangles” which were chosen by Mr. Colson to illustrate his argument in fact all support my own. I have already mentioned the “South American outer triangles” and I have shown that, having been established by means of an express agreement, all of them contributed to the equitable solution sought by the parties.

[Slide 3: The “outer triangle” established by the Guinea/Guinea-Bissau Award (1985)]

12. The same is true of the 1985 Award in the case “of the two Guineas”, in which the Tribunal, without explicitly justifying the specified area of 3,100 sq km, emphatically recalled that “the essential objective [for the Tribunal] consists of finding an equitable solution with reference to the provisions of Article 74, paragraph 1, and Article 83, paragraph 1, of the Convention of 10 December 1982 on the Law of the Sea”<sup>16</sup>. And you only have to glance at the map which illustrates that decision to see that any other solution would have been absurd: the line established by the Tribunal is essentially an equidistance line which, like the one being advocated by Peru in the present case, avoids any enclavement effect to the detriment of either party (whereas the parallel being defended by Chile considerably restricts Peru’s access to the high seas). Granting the outer triangle to Guinea-Bissau would have created a cut-off effect (and would have tipped the balance in favour of Guinea-Bissau in terms of the proportionality between the length of the

---

<sup>16</sup>*Delimitation of the Maritime Boundary Between Guinea and Guinea-Bissau*, Arbitral Award of 14 February 1985, UN, *RIAA*, Vol. XIX, p. 182, para. 88 and p. 194, para. 124 [in French only; in English in *ILR*, Vol. 77, p. 675, para. 88 and p. 689, para. 124].



26 coastline and the surface area of the zones attributed to each State, which the Tribunal had judged to be satisfactory<sup>17</sup>).

[End of slide 3. Slide 2bis (return to slide 2) (animation)]

13. In the case which concerns us, it is a refusal to acknowledge Peru's rights over the outer triangle which would tip the proportionality ratio off-balance<sup>18</sup> [remove the outer triangle]. Neither is there any reason to concern ourselves unduly with the (purely apparent) enclavement effect which could result for Chile: [turn the whole image northwards, so that the equidistance line is horizontal] the boundary line may appear to look a little strange, but it would only go some way (a very small way) towards offsetting the unbelievably inequitable character of the line advocated by Chile if — although this is surely impossible — the Court were to reject Peru's first submission. In the light of this, the diagram which is being shown on the screen, Members of the Court, can only strengthen your conviction that Peru cannot be assumed to have accepted a solution which is so absurdly to its disadvantage — be it with regard to the outer triangle or, by contrast, to what might be termed the "inner triangle".

[End of slide 2bis. Slide 4: The "outer triangle" established by the Award in the *Grisbådarna* case (1909)]

14. From the case of the two Guineas, my opponent moved back in time to what he called the "venerable" *Grisbådarna* case<sup>19</sup>. I venerate it just as much as he does, Mr. President, but I do not draw exactly the same conclusions. I even fear that I must draw precisely the opposite conclusions.

15. My opponent rejoices<sup>20</sup> at the Tribunal's decision that "the clause in accordance with which it [would] determine the boundary line, in the sea *to the limit of the territorial waters*, ha[d] no purpose other than to exclude the possibility of an incomplete determination, which might give rise to a new boundary dispute in the future"<sup>21</sup>. It is true that this is what the Tribunal decided, but

---

<sup>17</sup>See *ibid.*, p. 193, para. 120 [in French only; in English *ibid.*, p. 688, para. 120].

<sup>18</sup>See CR 2012/27, pp. 43-44, paras. 31-32 (Bundy).

<sup>19</sup>CR 2012/32, pp. 41-42, paras. 6.15-6.21 (Colson).

<sup>20</sup>*Ibid.*, p. 41, paras. 6.16-6.17 and p. 42, para. 6.20.

<sup>21</sup>The *Grisbådarna* case, Award of 23 October 1909, UN, *RIAA*, Vol. XI, p. 157 [in French only; unofficial English translation available at: [http://www.pca-cpa.org/showpage.asp?pag\\_id=1029](http://www.pca-cpa.org/showpage.asp?pag_id=1029) (The *Grisbådarna* case), p. 3].

27

in doing so it was simply copying the terms of Article 2 of the *compromis* of the previous year, which stated: “The arbitral tribunal, after having heard the claims of the parties and the arguments and evidence brought forth in support of these, shall determine the boundary line . . . in the sea to the limit of the territorial waters”<sup>22</sup>.

16. In fact, the 1909 Award is also of interest to us from another point of view, Mr. President. In it the Tribunal rejects an argument put forward by Norway claiming that since the (equidistance) principle has been adopted for the delimitation of the first section of the boundary between the parties’ respective territorial seas “the same principle should be applied with regard to the boundary beyond this line”<sup>23</sup>. According to the Tribunal, “even if one admitted the existence of that principle in connection with the boundary line determined by the Treaty, it would not necessarily follow that the same principle should have been applied for the determination of the boundary of the external territory”<sup>24</sup>. In other words, just because the maritime boundary between Chile and Peru is said to be fixed at parallel 18° 21' 00" S, as Chile (wrongly) claims, that boundary should not necessarily continue beyond the point on that parallel which lies 200 nautical miles off the Chilean coast.

17. More interestingly still, Mr. President, the map which is being shown at the moment includes a triangle of “alta mar” (measuring slightly under 11 sq km) on which is written in bold “ALTA MAR (pre-1968)”, in so far as diagrams speak one particular language. Mr. Colson did not tell us anything about this “pre-1968” aspect, or rather about what happened in 1968. Yet it is very instructive. On 24 July of that year, Norway and Sweden concluded an agreement concerning the delimitation of their continental shelf, an agreement which can be found at tab 122 in the judges’ folder.

18. Under the terms of Article 1, the parties agree (unlike the arbitrators at the beginning of the last century) to apply the equidistance principle, explaining in Article 2 that it is to be applied

---

<sup>22</sup>Convention between Norway and Sweden to settle, by means of arbitration, differences relating to the maritime boundary between the two countries, signed at Stockholm, 14 March 1908, United Nations, *RIAA*, Vol. XI, p. 153 [in French only; unofficial English translation available at: <http://www.haguejusticeportal.net/Docs/PCA/Grisbadarna%20Convention%20English%20PCA%20PDF.pdf>].

<sup>23</sup>The *Grisbådarna* case, Award of 23 October 1909, UN, *RIAA*, Vol. XI, p. 159 [in French only; unofficial English translation available at: [http://www.pca-cpa.org/showpage.asp?pag\\_id=1029](http://www.pca-cpa.org/showpage.asp?pag_id=1029) (The *Grisbådarna* case), p. 5].

<sup>24</sup>*Ibid.*

28

with certain divergencies “in order to arrive at a practical and expedient delineation”<sup>25</sup>. That same provision lists the five points between which the line shall be drawn, and paragraph 2 — still of Article 2 — expressly states that it is a question of extending the line established by the 1909 Award. *Exit the alta mar*, Mr. President: the parties, taking note of the way in which the law of the sea has evolved, adapt the arbitral decision to the new circumstances. The same must apply in our case, despite Chile’s claim to freeze the law in the state in which the signatories to the Santiago Declaration would have wished it to be at that time. Thus, the same must apply *a fortiori* in our case, where it is not a question of adapting an old decision but of adopting an equitable delimitation which was never decided.

[End of slide 4]

19. In 1952, the signatories to the Santiago Declaration proclaimed the principle on which “their international maritime policy” was based — that is to say, their desire to award themselves exclusive sovereignty and jurisdiction over the sea “to a minimum distance of 200 nautical miles from these coasts”. However, this was no more than a political gesture (as point II of the Declaration, moreover, explicitly states): it would take years for the principle of a continental shelf unconnected to geological and morphological contingencies to be established and for the sovereign rights of coastal States in the exclusive economic zone to be recognized. Under these circumstances, how can it be thought that the signatories could have legitimately bound themselves, *at the time*, by an agreement — which was a far cry from the “public order of the seas” of the time — on the delimitation of their respective zones (knowing that a delimitation — be it of the land or the sea — can be invoked against third parties)? And, *a fortiori*, how is it possible to imagine that Peru could have renounced its rights over an immense maritime territory, over which no one could have predicted that it might, much later, assert its sovereign rights and jurisdiction<sup>26</sup>? Clearly it did not renounce those rights — any more than Norway and Sweden were prevented from adapting the extent of their respective maritime dominions beyond the limits which had been fixed by the Arbitral Tribunal in 1909, on the pretext that it had *de facto* established an area of high

---

<sup>25</sup>United Nations, *Treaty Series*, vol. 968, I-14015, p. 241.

<sup>26</sup>See *Delimitation of the maritime boundary between Guinea-Bissau and Senegal*, Arbitral Award of 31 July 1989, UN, *RIAA*, Vol. XX, p. 151, para. 85 [in French only; in English in *ILR*, Vol. 83, pp. 45-46, para. 85].

29

seas — an outer triangle. And even if you assume that the 1952 Declaration did establish the boundary along the parallel — which is clearly not the case, but I am allowing it solely for the purposes of this discussion — it is clear that, even though that alleged boundary could have been extended beyond 200 nautical miles, the reality is that it was not and that today it could not be. The alleged delimitation agreement which the Parties are said to have concluded in 1952 could not, in any case, have any effect beyond the 200-nautical-mile limit, the distance at which present-day international law can and must take full effect.

[Slide 5: The 2010 Treaty between Russia and Norway]

20. As Mr. Colson did on Friday<sup>27</sup>, I shall conclude this first part of my presentation by saying a few words about the extraordinary treaty between the Kingdom of Norway and the Russian Federation of 15 September 2010 concerning maritime delimitation and cooperation in the Barents Sea and the Arctic Ocean. It can be found at tab 124 in your folder (only in English since, to my great surprise, there seems to be no French translation). But once more, I fear that I do not draw the same conclusions as my opponent. He attaches particular importance to two areas which he presents as being comparable to our outer triangle: the “Special Area” and the so-called high seas area (*alta mar*), which can be seen at the top to the left of the Loop Hole (which in French appears to be called the “lacune de Barents”).

21. Plainly the Special Area cannot by any stretch of the imagination be considered to be an “outer triangle”: as Article 3 of the 2010 Treaty clearly explains, in that area the Russian Federation is

“entitled to exercise such sovereign rights and jurisdiction derived from exclusive economic zone jurisdiction that Norway would otherwise be entitled to exercise under international law”;

and

“[t]o the extent that the Russian Federation exercises the sovereign rights or jurisdiction in the Special Area as provided for in this Article, such exercise of sovereign rights or jurisdiction derives from the agreement of the Parties and does not constitute an extension of its exclusive economic zone”.

---

<sup>27</sup>CR 2012/32, pp. 42-43, paras. 6.23-6.24 (Colson).

What we have here is a transfer of sovereign rights (or perhaps simply of the right to exercise them), which can also be found, as Mr. Colson also noted<sup>28</sup>, in Article 3 of the Treaty of 1 June 1990 between the United States and the Soviet Union, which has not been ratified; but it is not in any sense an “outer triangle”.

30

22. In fact, the same is true of the area marked “alta mar” on the map which is being shown at the moment. It is true that Norway renounced its right to extend its fishing zone into that area and to claim its full exclusive economic zone in that area, most probably in the interests of the overall balance between the benefits accruing to each of the parties (moreover, it is clear that if Norway had insisted on adhering strictly to the outer limit of its EEZ, the drawing of the line would have been a much more complicated matter). Be that as it may, for us the essential point lies elsewhere: this “Loop Hole”, Mr. President, is situated beyond the economic and fishing zones of both parties; nevertheless, fishing within that area is very strictly regulated by pre-existing agreements, to which Article 4 and Annex I of this very interesting treaty refer and, as far as the exploration or exploitation of hydrocarbons is concerned, co-operation between the parties is strictly regulated by the provisions of Article 5 and Annex II of the treaty. Above all, however, this entire “Loop Hole” area constitutes a continuation of the continental shelf — a fact which both parties acknowledge — and was divided between them (along the line defined in Article 1 of the 2010 Treaty) after the Commission on the Limits of the Continental Shelf had acknowledged (in 2002<sup>29</sup> and in 2009<sup>30</sup>) that it was indeed a continuation of the continental shelf; it was therefore for the Parties to delimit it pursuant to Article 76, paragraph 10, of the United Nations Convention on the Law of the Sea. All Peru is requesting, Members of the Court, is that you find that it, too, is entitled to a continental shelf lying out to a distance of fully 200 nautical miles from its coasts. In addition, since Peru has not renounced its sovereign rights over the superjacent water column, unlike Norway in the context of its package deal with Russia in 2010, it requests that you also recognize those rights.

---

<sup>28</sup>*Ibid.*, p. 43, para. 6.23.

<sup>29</sup>Addendum to the Report of the Secretary-General, 8 October 2002, doc. A/57/57/Add.1, para. 39.

<sup>30</sup>CLCS, Summary of the Recommendations of the Commission on the Limits of the Continental Shelf in regard to the Submission made by Norway in respect of Areas in the Arctic Ocean, the Barents Sea and the Norwegian Sea on 27 November 2006 and adopted by the Commission on 27 March 2009, p. 5, para. 11 and pp. 8-9, paras. 21-24 ([http://www.un.org/Depts/los/clcs\\_new/submissions\\_files/nor06/nor\\_rec\\_summ.pdf](http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/nor06/nor_rec_summ.pdf)).

[End of slide 5. Slide 2ter (return to slide 2): The inequity of Chile's line]

31

## II. Some concluding remarks

23. This brings me, Mr. President, to some more general concluding remarks.

24. If I had to describe the Chilean argument in a few words, Twitter-style, I would say the following — I believe one is allowed to use 140 or 180 characters:

“Inadvertently, Peru, in 1952, gave up the rights that it still had to maritime zones of roughly 66,600 sq km; although no subsequent delimitation agreement was reached between the two countries, it cannot today claim the rights in question.

End of my tweet. With all due respect, this argument — the main points of which I shall summarize — is not tenable.

25. So: in 1952, Peru is said to have given up the rights it claims today regarding either the “inner triangle” — the dark blue area of 38,324 sq km which you see on the screen — or the outer triangle — the brick-coloured zone of 28,356 sq km.

26. It did this supposedly in a declarative text stating as a norm of the “international maritime policy” of the three signatory States “that they each possess exclusive sovereignty and jurisdiction over the sea along the coasts of their respective countries to a minimum distance of 200 nautical miles from these coasts”. In other words, Peru allegedly gave up a substantial part of its entitlements at the very time when it proclaimed them to the world with its partners, and in the very instrument in which it proclaimed them. An instrument which, by the way, says not a word about the lateral limits of this maritime zone, even in its point IV, where the three States specify the limit of the extent of jurisdiction to which the island territories could lay claim.

27. Notwithstanding all of the above, Peru is said to have given up a significant part of the maritime rights proclaimed — or claimed — in the Santiago Declaration, by agreeing that its boundary with Chile should follow the parallel of 18° 21 ' 00" S, which is not at all mentioned in the text, and when there are no relevant islands in the vicinity of the frontier between the two States. I am well aware that Chile invented some in its Rejoinder<sup>31</sup>, but this is not a serious argument, Mr. President: as was shown by Emeritus Professor Vaughan Lowe this morning, these tiny islands cannot in any case have any effect on the delimitation. Furthermore, if thought had

32

---

<sup>31</sup>RC, pp. 71-72, paras. 2.70-2.72; see also CR 2012/30, pp. 48-49, paras. 3.19-3.20 (Crawford).

been given to these coastal islands at the time the Declaration was being drafted, it would have been absurd to apply a separate provision in the event of the presence of islands or groups of islands: it would have sufficed to use the principle of boundaries following parallels of latitude, which would have been applied to the south (Peru's frontier with Chile) and to the north (the frontier with Ecuador); it was only at the insistence of the Ecuadorean delegate that point IV gave a precise indication of the extent of the entitlement of island territories to a zone of 200 nautical miles; and it was only the Ecuadorean islands that were considered — no doubt mainly the Galápagos Islands, in case the area claimed might be extended beyond 200 nautical miles.

[End of slide 2<sup>ter</sup>]

28. However, this observation highlights another inconsistency in the Chilean argument: if it is specified that, in the case of island territories, “the maritime zone of the island or group of islands shall be limited by the parallel at the point at which the land frontier of the States concerned reaches the sea”, does this not mean, *a contrario*, that the maritime zones generated by the land masses of States are not limited by the parallels and that, as far as they are concerned, full effect must be given to the proclamation in point II?

29. And while I am on this topic, let me note a fourth incongruity in Chile's interpretation of point IV of the Declaration. In his presentation of Thursday afternoon, Professor Crawford put forward a syllogism which may seem sensible at first sight — but which in fact makes no sense at all: according to my friend and opponent, in order to determine whether an island is within the 200-mile zone, it must be possible to determine that it is in the zone; *ergo* — although it is not Descartes who is speaking — the signatories had indeed delimited their respective maritime territories, on the basis of the parallels<sup>32</sup>. In fact, it is necessary to reverse the reasoning which, moreover, rests on a *non sequitur*: the drafters of the Santiago Declaration took as their starting-point the idea that the islands had a radial projection — as is admitted by Mr. Crawford<sup>33</sup> — but he infers from this that, for this reason, it was necessary to combine the radial projection with the frontal projection of the coastline<sup>34</sup>; this is a mere *petitio principii*:

33

---

<sup>32</sup>CR 2012/30, pp. 46-48, paras. 3.9-3.18 (Crawford).

<sup>33</sup>*Ibid.*, p. 46, para. 3.11.

<sup>34</sup>*Ibid.*

logically (and the Latin Americans are usually more Cartesian than my opponent!), it is on the contrary because it was wished to adopt a delineation of maritime spaces generated by islands that was *different* from that which would be used for the projections of the coastlines of States, that point IV was inserted; it is *this* interpretation and only this one that gives point IV the effectiveness which Professor Crawford was rightly seeking<sup>35</sup>, but which unfortunately he did not find. And it can be inferred from this that, while not undertaking any delimitation, the signatories to the Declaration envisaged that the delimitation of maritime zones generated by islands would be effected on the basis of the parallels of latitude, *in contrast to, as distinct from*, the method that would be adopted for the other delimitations.

30. The text leaves no room for doubt, Mr. President. However, out of a concern to comply fully with the vigorous admonitions of my friend Luigi Condorelli<sup>36</sup> and to pay all due respect to Articles 31 and 32 of the 1969 Vienna Convention, I note that the context, far from contradicting these observations, can only reinforce the very clear impression conveyed by the text: we are not here faced with a delimitation agreement, but in fact with a manifesto describing the policy that the signatories intended to follow vis-à-vis the rest of the world, since, as is explained in the preamble — which I shall now read out practically in its entirety —

“they are responsible for the conservation and protection of their natural resources and for the regulation of the development of these resources in order to secure the best possible advantages for their respective countries” and

“it is also their duty to prevent any exploitation of these resources... which endangers the existence, integrity and conservation of these resources to the detriment of the peoples who, because of their geographical situation, possess irreplaceable means of subsistence and vital economic resources in their seas”.

And the preamble goes on to say: “in view of the foregoing considerations, the Governments of Chile, Ecuador and Peru, determined to conserve and safeguard for their respective peoples the natural resources of the maritime zones adjacent to their coasts”, formulated the Santiago Declaration. One can see why, in the circumstances, the signatories to the Declaration — who were making history (“It was not nothing”, cried James Crawford)<sup>37</sup> — obviously did not concern

34

---

<sup>35</sup>*Ibid.*, p. 47, para. 3.14

<sup>36</sup>CR 2012/32, p. 45, para. 5 (Condorelli).

<sup>37</sup>See CR 2012/30, p. 55, para. 3.55 (Crawford).



themselves with the details of the delimitation of zones over which they proclaimed their exclusive sovereignty and jurisdiction.

31. By means of a trilateral treaty? Perhaps . . . but in any case, by means of a solemn declaration, addressed to the entire world. That said, and in order to make matters very clear, Mr. President, let me repeat<sup>38</sup>: we do not dispute the fact that the Declaration must today be considered a treaty (Professor Dupuy, another opponent and friend, took great pains, for no useful purpose, to demonstrate this point which is not at issue between us). I continue to believe, however, that its authors were not convinced of this and no doubt did not regard it as an important matter: it was above all a sort of “collective unilateral instrument”; and as Professor Condorelli seems to be an assiduous reader of the Guide to Practice on Reservations to Treaties (for which he should be heartily commended), I would refer, for example, to the commentary to guideline 1.1.5 concerning “Reservations formulated jointly”, in which it is recalled that “a single act on the part of a number of States can be regarded as unilateral if its addressee or addressees are not parties to it”<sup>39</sup>; in this instance, the three signatories, in the wake of the Truman Proclamations and the Chilean and Peruvian Decrees of 1947, wished to establish their joint policy on the conservation and exploitation of their natural resources vis-à-vis all other States of the world. And it was later, when they perceived the benefit they could derive from the Declaration in the context of the Third United Nations Conference on the Law of the Sea, that, on 3 December 1973, the very day on which the Conference opened, they registered this Declaration with the Secretary-General of the United Nations — more than 20 years after its signature.

35

32. Of course, this does not prevent the Declaration from being a treaty: it is one (I say so again in order to spare Pierre-Marie Dupuy an unnecessary address . . .). But what it certainly is not, on the other hand, is a delimitation agreement: one does not wait 21 years to register such an agreement with the United Nations; and when one wishes to delimit a (maritime or land) boundary by means of a treaty, one does not indicate, in the preamble thereto, objectives which have nothing

---

<sup>38</sup>RP, p. 161, para. 3.144. See also, CR 2012/28, p. 24, para. 57 (Lowe) and CR 2012/29, p. 51, para. 19 and p. 53, paras. 23-24 (Pellet).

<sup>39</sup>Report of the International Law Commission, Sixty-Third Session (2011), *Official Records of the General Assembly, Sixty-sixth Session, Supplement No. 10 (A/66/10 Add. 1)* (Guide to Practice on Reservations to Treaties), p. 54, para. (5) of the commentary to Guideline 1.1.5; see also the commentary to guideline 1.6.1 (Reservations to bilateral treaties), para. 2 (*Ibid.*, p. 108, para. 2) and the first report of Mr. V. Rodríguez-Cedeño on the unilateral acts of States (A/CN.4/486), paras. 79 and 133, *Yearbook . . . 1998*, Vol. II (Part II), pp. 337 and 343.

to do with that delimitation. Reliance is placed on maps, discussions are held on the basis of maps, the boundary is depicted on a map and, of course, the boundary is described in writing in the text of the agreement.

33. Being unable to find solid textual or contextual support, our friends on the other side of the Bar fell back on a supplementary means of interpretation referred to in Article 32 of the Vienna Convention (who is afraid of the Convention, my dear Luigi?)<sup>40</sup>: the preparatory work on the Declaration (and, by the same token, on the 1954 Agreement Relating to a Special Maritime Frontier Zone), concerning which Chile's counsel engaged in a flying trapeze exercise, by attributing to a few small carefully selected extracts from that work the exact opposite of what they mean. It is sufficient to note in this connection:

1. that it was the delegate of Ecuador, not those of Chile or Peru, who expressed concern about the possible effects of the Chilean draft on the maritime zone of his country, and asked that an adequate entitlement be guaranteed for the islands (primarily, no doubt, the Galapagos in case of any extension of the 200-nautical-mile claim), without, however, any inordinate cut-off of the area generated by its continental coast, and the compromise achieved was point IV;
2. that, in all cases where the question was addressed in 1952, it was specified that it was a matter of avoiding any error of interpretation concerning the impact of that zone "on the islands"; that is what point IV of the Declaration expressly states; and
3. that it is understandable that, when in 1954 the Ecuadorean delegate "mounted a fresh offensive" to have it specified that "Article IV of the Santiago Declaration was aimed precisely at establishing the principle of delimitation of the waters *around the islands*"<sup>41</sup>, the other delegates (diplomatically) expressed some irritation and did not deem it necessary to amend the text of point IV, which was clear in this regard.

**36** A principle is established; it concerns only the islands or groups of islands; the text of point IV states it clearly; and it is confirmed by the preparatory work.

---

<sup>40</sup>See CR 2012/32, p. 45, para. 5 (Condorelli).

<sup>41</sup>Minutes of the First Session of Commission I of the 1954 Inter-State Conference, held on 2 Dec. 1954 at 10 a.m. (CMC, Vol. II, Ann. 38); emphasis added.

34. There is nothing in the text of the Declaration that can be used by Chile — on the contrary. There is nothing to support its argument if one considers its object and its purpose — on the contrary. Nor is there anything in the preparatory work — on the contrary. And so, Chile falls back on subsequent practice — *but* (and this is a “but” of fundamental importance!), it takes care to point out that

“[i]t is not Chile’s case that the practice of the Parties evidences a tacit agreement. It is not Chile’s case that the practice of the Parties is constitutive of title to maritime zones. And it is not Chile’s case that the practice of the Parties is a relevant circumstance in drawing the maritime boundary *de novo* or *ab initio*”<sup>42</sup>.

I can well understand the reason for this step backwards, Mr. President: the practice of the two States includes arrangements of a practical nature which are usually agreements in due form; but these arrangements do not by any means establish what the Chilean party would like to attribute to them: that Chile and Peru concluded one or more agreements establishing an all-purpose maritime boundary at parallel 18° 21' 00". What the practice in question shows — and what these express or tacit agreements show — is that Chile and Peru concluded provisional arrangements of a practical nature in respect of fisheries — limited for the most part to an area adjacent to the coast, pending a definitive delimitation.

35. Being unable to equate practice with agreement (although Mr. Condorelli expressed a rather bold view of the concept of agreement)<sup>43</sup>, our opponents posit practice as a key element in the interpretation of the 1952 Declaration, which they hope to have adopted by the Court: in substance, they say, since subsequent agreements refer to a maritime boundary between the two States, and since, in practice, the two States have respected “this” boundary, that would confirm that the Declaration established the maritime boundary between them at parallel 18° 21' S. The problem for Chile is that these various propositions are not in harmony:

- as we have seen, the 1952 Declaration does not fix any boundary;
- neither the practice, nor the agreements subsequently concluded between the Parties, can therefore contribute to the interpretation of a boundary that it does not fix; and

---

<sup>42</sup>CR 2012/31, pp. 40-41, para. 2 (Petrochilos).

<sup>43</sup>See CR 2012/32, pp. 49-51, paras. 16-22 (Condorelli).

- 37 — Chile expressly recognizes that this subsequent practice cannot by itself establish a maritime boundary because it cannot be interpreted as a tacit agreement;
- as for the arrangements actually concluded between the two States, they do not — as I have just recalled — establish an all-purpose maritime boundary, but they constitute partial arrangements of a practical nature, the physical scope and geographical extent of which are limited.

36. I note in this connection that this was the case, in particular, for the decision taken in 1954, which was aimed at preventing incidents arising from the activities of small fishing vessels near the maritime frontier. The zone of tolerance thus established did not, of course, extend beyond the few nautical miles in which these small vessels fished, and certainly not as far as 200 nautical miles, as Chile claims. Similarly, it may be noted that the range of the lighthouses installed in 1968-1969 at the endpoint of the land boundary — a range of approximately 12 nautical miles — clearly shows that the sole purpose of building them was to enable near-shore fishermen — not those fishing 100 or 200 miles offshore — to determine their position. I would add that Chile — and this is highly significant — ratified the 1954 Agreement only 13 years after its signature and did not deposit it unilaterally with the Secretary-General of the United Nations until 50 years later. This confirms, if confirmation were needed, that it never considered that it fixed an all-purpose maritime boundary.

37. Mr. President “[i]t is the duty of the Court to interpret the Treaties, not to revise them” (*Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania, Second Phase, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1950*, p. 229 and *Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America), Judgment, I.C.J. Reports 1952*, p. 166. See also *Acquisition of Polish Nationality, Advisory Opinion, 1923, P.C.I.J., Series B, No. 7*, p. 20; *South West Africa (Ethiopia v. South Africa; Liberia v. South Africa), Second Phase, Judgment, I.C.J. Reports 1966*, p. 48, para. 91). By undertaking the “integration” wished by Chile<sup>44</sup>, in a disorderly manner, between the 1952 Declaration, the subsequent agreements and the practice of the Parties, you would, Members of the Court, be going far beyond mere interpretation and would be

---

<sup>44</sup>See CR 2012/32, pp. 46-47, paras. 6-9 and p. 53, para. 28 (Condorelli).

38 substituting yourselves for the Parties by adding to the text of the Declaration elements that it obviously does not contain. I do not mean by this that you cannot interpret the Declaration: you can and must do so — but only in order to ascertain whether it fixes an all-purpose maritime boundary between the two countries and, if the answer is affirmative, where the boundary is located.

38. We have amply demonstrated, I believe, that the reply to the first question is negative; the second question, therefore, does not arise. And let me recall for the record that, even if Chile and Peru had agreed on a maritime boundary following the parallel  $18^{\circ} 21' 00''$  S — *quod non* — such an agreement could not have had the effect of depriving one of the partners of maritime entitlements which would be established only years later by positive law.

[Slide 6: An equitable delimitation (animation)]

39. Members of the Court, there is no agreed maritime boundary between Chile and Peru. It falls to you, therefore, to determine this boundary so as to achieve an equitable solution.

40. Chile's silence on this point, as deafening as it is obstinate, can be interpreted, I think, as a (tacit!) agreement both as regards the rules now firmly established by your jurisprudence and confirmed by numerous other international tribunals, and as regards their implementation in this case. Let me summarize the elements of this tacit agreement, Mr. President:

[Remove all indications on the map.]

- As a first step, you will have to determine the relevant coasts [highlight the relevant coasts], and the area of overlap [reintroduce the area of overlap];
- you will then specify the starting-point for this delimitation [designate by means of an arrow (and a box) "Point Concordia"] which, as Mr. Bundy has just noted, must correspond to the land boundary terminus, that is to say Point Concordia as defined conventionally in 1929 and 1930;
- it will then be easy for your to draw the provisional equidistance line [add the bisector] (which resembles a simple bisector line, given how "smooth" the relevant coasts of the Parties are on both sides of Point Concordia, and the fact that they display no significant geographical feature);

**39** — and you will end this line at the point situated at a distance of 200 nautical miles from the nearest Chilean and Peruvian coasts.

41. In accordance with the “standard method” which you now apply systematically when there is no “compelling reason” for not doing so (and there certainly is not one in this case), you will consider whether there are “relevant circumstances” which could lead you to adjust the provisional equidistance line thus drawn in one direction or the other. In the absence of islands having implications for the line and any geographical feature, Peru is firmly convinced that there is no reason for such an adjustment. [Add surface areas] Moving on to the third and final stage, it will fall to you, Members of the Court, to observe that this line entails no disproportionality in the ratios of the relevant coastal lengths of each of the Parties and the ratio between the maritime areas situated on either side of the delimitation line [add the ratios]: in the present case, not only is there no marked disproportion, but the ratio is practically one-to-one.

[End of slide 6 — slide 7: Equity vs. Inequity]

42. Mr. President, at the end of Chile’s first round of argument, Professor Crawford, in a solemn discourse, made an appeal for the stability of boundaries as against equity<sup>45</sup>. Fortunately, Members of the Court, this is a false dilemma and you do not have to choose: as long as you have not determined its course, there is no all-purpose maritime boundary between Peru and Chile, and the practical arrangements concluded by the Parties to overcome the drawbacks of its non-existence in regard to fisheries and near-shore activities could not take its place. It was precisely the non-existence of a permanent boundary between the maritime areas of the two States which led Peru to bring this case before the Court. On the other hand, it is your decision which will determine the permanent, stable and complete maritime delimitation, which will bring definitive closure to their dispute.

43. For you, Members of the Court, this will afford an occasion to impose the equitable solution (in accordance with the law of maritime delimitation) which Chile so obstinately rejects.

**40** The contrast between the two lines of action open to you is striking: inequity and imbalance on the

---

<sup>45</sup>CR 2012/32, pp. 59-61, paras. 2.1-2.8 (Crawford).

one hand; equal division of the area of overlap, on the other. *Summum jus, summa injuria* or equity though law?

[End of slide 7]

44. Members of the Court, I thank you again for your attention and I would ask you, Mr. President, to give the floor to Mr. Allan Wagner, Agent of the Republic of Peru, to say a few words in conclusion and to read out our final submissions.

The PRESIDENT: Thank you, Professor, for your final presentation in this case. Je donne maintenant la parole à l'agent du Pérou, S. Exc. M. Wagner. Excellence, vous avez la parole.

M. WAGNER :

1. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs de la Cour, comme j'ai eu l'occasion de le dire en introduction de nos plaidoiries, la présente affaire revêt la plus haute importance pour le Gouvernement et le peuple péruviens. Car ce qui est en jeu, en l'espèce, c'est, d'une part, la faculté que le droit international reconnaît à un Etat côtier tel que le nôtre de se prévaloir des espaces maritimes qui s'étendent au large de son littoral et, d'autre part, le tracé d'une frontière maritime avec le Chili qui garantira une solution équitable.

2. M. Pellet vous a résumé les principaux points de notre argumentation quant au droit. Pour ma part, je souhaiterais, en ma qualité d'agent du Pérou, mettre en exergue certaines questions d'ordre plus général.

3. M. Pellet a indiqué, dans sa plaidoirie, que la présente affaire pouvait être perçue soit comme un différend très technique entre les Parties, impliquant de complexes notions de droit conventionnel — c'est ainsi que le présente le Chili —, soit comme une affaire relativement simple de délimitation maritime, impliquant de parvenir à une solution équitable, ce qui est le but de toute délimitation de ce type — et c'est l'optique qui est la nôtre. Mais, au-delà de ces aspects techniques, elle s'inscrit dans tout un contexte politique et met en jeu, à cet égard, d'importantes questions. Je souhaiterais revenir sur cinq d'entre elles.

4. Premièrement, au cours de cette procédure orale, le conseil du Chili s'est employé à minorer les divergences entre les Parties quant au point de départ de la délimitation maritime. Il est allé jusqu'à proposer une solution assez abracadabrante, consistant à dissocier le point de départ de

41

la délimitation maritime du point terminal de la frontière terrestre. Il a donc rabattu de la position — tout à fait intenable — qui était initialement la sienne quant au point Concordia, lequel constitue *sans le moindre doute* le point terminal de la frontière terrestre mais *aussi* — et nécessairement — le point de départ de la délimitation maritime.

5. Deuxièmement, le Chili a par ailleurs fait valoir, lors de son premier tour de plaidoiries, que, du fait des avantages qu'il aurait retirés de la déclaration de 1952, le Pérou ne devrait pas être autorisé à exiger une juste interprétation du texte de la déclaration ni à réclamer la part des zones de 200 milles marins proclamées par les trois signataires, et aujourd'hui admises en droit international général, qui lui revient. Or s'il est vrai que, dans la zone qui baigne les côtes du Chili et du Pérou, le sous-sol et la colonne d'eau sont riches en ressources, et que le Pérou en a profité, il en va de même pour le Chili. La différence entre nos deux pays, toutefois, est que le Chili entend s'octroyer la plus large part de ces ressources, au mépris des règles — désormais bien établies — du droit de la mer, et sans se soucier de priver les provinces méridionales du Pérou de celles qui leur reviennent.

6. Troisièmement, je voudrais revenir sur le silence que le Chili a attribué au Pérou. Voyons les faits. En 1985, le nouveau Gouvernement péruvien invite le Chili à rouvrir les négociations en vue de donner effet aux dispositions du traité de Lima de 1929 qui n'ont pas encore été mises en œuvre. Dans le cadre de ces négociations, une rencontre ministérielle a lieu à Santiago, en 1986, et le Pérou juge opportun, au vu des relations entre les deux pays, de prendre acte de la nécessité d'établir par voie d'accord leur frontière maritime. L'ambassadeur Juan Miguel Bákula s'adresse alors officiellement au ministre des relations extérieures du Chili sur ce point, ce qu'il consigne dans un mémorandum. Le Chili y réagit en indiquant qu'il examinera la question et reviendra vers le Pérou en temps voulu.

— Interrompues, les négociations sur les questions relatives au traité de Lima de 1929 restées pendantes reprennent en 1991, sous la houlette des nouveaux gouvernements du Pérou et du Chili. Elles aboutissent à la signature, en 1993, des conventions de Lima, que, toutefois, le Parlement péruvien n'adoptera pas.

— En 1995, un conflit armé oppose le Pérou à l'Équateur. Les pays garants du protocole de Rio de Janeiro de 1942 conclu entre le Pérou et l'Équateur — à savoir l'Argentine, le Brésil et



42

les Etats-Unis — contribuent activement à la cessation des hostilités et lancent un processus de négociations en faveur de la paix qui se révélera fort long. Le Chili n'est pas en reste.

- En 1998, le Pérou et l'Equateur signent la déclaration présidentielle de Brasilia, réglant tous leurs désaccords quant à leur frontière terrestre. Cette déclaration permet aux deux pays d'atteindre un niveau de compréhension mutuelle et d'intégration sans précédent.
- En 1999, le Pérou est enfin en mesure de revoir avec le Chili les dispositions du traité de Lima de 1929 restées en suspens ; ces questions sont réglées par un mémorandum de mise en œuvre<sup>46</sup>.
- A partir de 2000, une succession de faits remettent à l'ordre du jour la question de la délimitation maritime, et nous amènent, pour finir, à saisir la Cour. L'on comprendra que ce n'est pas par désintérêt que le Pérou est resté silencieux. Il a agi comme l'aurait fait n'importe quel Etat contraint d'établir ses priorités face à des questions de politique étrangère sensibles.

7. Et puisque j'ai mentionné l'Equateur, je voudrais ajouter une remarque, Monsieur le président — et ce sera mon quatrième point. La semaine dernière, dans sa plaidoirie, le Chili a tenté de faire planer des doutes sur le comportement de l'Equateur relativement à la présente affaire. Nous voyons, quant à nous, les choses autrement : chaque Etat a bien sûr le droit de protéger ses propres intérêts. Or, sur le fond, le Pérou et l'Equateur sont convenus de conclure un accord établissant leurs frontières maritimes — ce qu'ils ont fait au moyen de l'échange de notes du 2 mai 2011. Cet accord prévoit une solution équitable conforme au droit international, qui est à l'avantage des deux pays.

8. Enfin, je voudrais, Monsieur le président, conclure mon propos par une remarque plus générale. En tant que signataire de la déclaration de Santiago du 18 août 1952, le Pérou tire fierté de l'effet crucial et éminemment positif que cet instrument a pu avoir sur le développement du droit de la mer contemporain. Mais il va sans dire que les représentants du Pérou, lorsqu'ils l'ont signé, n'avaient pas la moindre intention de conclure un accord de délimitation maritime avec les deux pays voisins — ni n'étaient prêts à ce faire. Il s'agissait pour eux de définir «leur politique maritime internationale» vis-à-vis du reste du monde. Lorsque la notion de droits souverains

---

<sup>46</sup> MP, par. 19.

43

inhérents et exclusifs sur le plateau continental et le droit à une zone économique exclusive de 200 milles marins eurent fait leur entrée dans le droit international positif, les trois signataires durent adapter en conséquence leur pratique et leur droit interne, et déterminer les limites exactes de leurs domaines maritimes respectifs conformément au nouveau droit de la mer.

9. C'est ce qu'ont fait le Pérou et l'Equateur, au terme d'un long processus de négociations entamé en juin 2010, et achevé en mai 2011. Le Chili ayant refusé la négociation, le Pérou n'a eu d'autre choix que de saisir votre éminente juridiction. Le Pérou ne doute pas que, par son arrêt, celle-ci déterminera, dans le respect de règles de droit international désormais bien établies, une frontière maritime permettant de garantir une solution équitable, et mettra ainsi un terme au seul litige frontalier qui ternisse les relations — par ailleurs excellentes — entre nos deux pays.

10. Pour finir, Monsieur le président, je voudrais réitérer, au nom de mon gouvernement, l'attachement qui est celui du Pérou au respect du droit de la mer contemporain, tel qu'il trouve son expression dans la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982. La Constitution dont le Pérou s'est doté en 1993, son droit interne et sa pratique sont parfaitement conformes au droit de la mer moderne. Notre Constitution fait expressément référence à la liberté de communication internationale et, quoi qu'aient pu en dire ici nos contradicteurs, le terme de «domaine maritime» y est utilisé eu égard aux définitions des zones maritimes qui sont données dans la convention de 1982. Bref, le Pérou accepte et applique les règles coutumières du droit international de la mer, telles qu'elles sont énoncées dans la convention.

11. Mais avant de donner lecture des conclusions finales du Pérou, je voudrais, Monsieur le président, vous adresser nos plus sincères remerciements — à vous-même, et aux autres membres de la Cour, qui nous avez patiemment écoutés pendant cette longue, mais nécessaire, procédure. Nous tenons également à remercier le greffier de la Cour, M. Couvreur, et son équipe aussi sympathique qu'efficace, sans oublier les interprètes — des trois cabines, y compris la cabine espagnole, une première ! —, que nous félicitons chaleureusement pour leur excellent travail. Je voudrais encore exprimer toute ma gratitude à l'ensemble de l'équipe péruvienne — nos conseils étrangers, bien sûr, qui ont placé leur talent et leur dévouement au service des intérêts de mon pays, mais également tous mes collègues et collaborateurs qui, en coulisse, ont contribué à garantir le bon déroulement et le plein succès de nos plaidoiries. Enfin, je tiens à remercier nos contradicteurs

et amis, pour le professionnalisme dont ils ont fait preuve à la faveur de cette procédure et pour  
**44** l'atmosphère cordiale qui a prévalu au cours de ces audiences. Cette atmosphère est en accord avec les sentiments d'amitié qui unissent nos deux peuples.

12. Conformément au paragraphe 2 de l'article 60 du Règlement, je vais à présent donner lecture des conclusions finales de la République du Pérou :

«Pour les motifs exposés dans son mémoire et sa réplique, ainsi que pendant la procédure orale, la République du Pérou prie la Cour de dire et juger :

- 1) que la ligne délimitant les espaces maritimes entre les Parties commence au «point Concordia» (défini comme l'intersection avec la laisse de basse mer d'un arc de cercle de dix kilomètres de rayon ayant pour centre le premier pont du chemin de fer Arica-La Paz enjambant la rivière Lluta), est équidistante des lignes de base des Parties et s'étend jusqu'à un point situé à 200 milles marins de ces lignes de base ; et
- 2) que, au-delà du point terminal de la frontière maritime commune, elle peut prétendre à l'exercice de droits souverains exclusifs sur l'espace maritime s'étendant jusqu'à 200 milles marins depuis ses lignes de base.»

Une version papier de nos conclusions est en train d'être remise au greffier et à nos collègues du Chili. Thank you, Mr. President.

Le PRESIDENT : Je vous remercie, Excellence. La Cour a pris acte des conclusions finales dont vous venez de donner lecture au nom de la République du Pérou. Je rappelle que la République du Chili présentera sa réponse orale à l'audience qui se tiendra le vendredi 14 décembre 2012 de 10 à 13 heures, et de 15 à 17 heures.

L'audience est levée.

*L'audience est levée à 16 h 50.*

---